

LES ARTS PLATIQUES EN 1985

Quand la politique s'emmêle

L'année 1985, dans le secteur des arts plastiques, fut l'année de deux hommes politiques et de questions politiques. Au hit-parade des expositions viennent en effet aux premières places, loin de toutes les autres réunies, celles d'un maire et d'un ministre: Ramsès II et Picasso. MM. Jean Drapeau et Clément Richard ont au moins prouvé une chose: que



JOCELYNE
LEPAGE

les grands noms, indépendamment des produits présentés, peuvent attirer les foules à Montréal et stimuler l'industrie touristique, à condition de mettre le prix dans la publicité. Sept cent mille personnes pour quatre-vingts objets de l'Égyptien à Terre des hommes, et 500 000 pour ce qui reste de la collection de la veuve de l'Espagnol au Musée des beaux-arts de Montréal.

À ces «buckbusters» est venue s'ajouter une autre exposition d'envergure, organisée par des conservateurs cette fois, *Aurora Borealis*, dont l'objectif était de profiter des retombées des deux autres pour élargir le public de l'art contemporain. Vingt mille personnes se sont ainsi promenées dans les sous-sols de la Cité du Parc pour tenter de résoudre les rebus posés par les trente installations qui y étaient présentées. Les trente artistes choisis, venant de diverses régions du Canada, avec une bonne délégation de Toronto, étaient pour la plupart des vedettes consacrées de l'art «institutionnel».

Le Centre d'art contemporain, organisme privé sans but lucratif, et Claude Gosselin, son directeur, Normand Thériault et René Blouin, les conservateurs invités, ont sans doute réussi au moins une chose de leur côté: imposer le terme «installation» dans le

vocabulaire d'un bon nombre de non-initiés. Dans cette aventure, le Centre d'art contemporain a joué le rôle du Musée d'art contemporain qui, empêtré dans ses problèmes internes, n'a pas osé bousculer la programmation prévue pour profiter des circonstances exceptionnelles et faire connaître à la «visite» à Montréal ce que nos artistes contemporains font de mieux. Il a mis fin en juin à une exposition de groupe intitulée *La peinture au Québec, une nouvelle génération*, qui servait pourtant fort bien de complément à *Aurora Borealis*, et a présenté pendant tout l'été l'italien Giulio Paolini.

C'est pas drôle d'avoir vingt ans

L'année 1985 marquait le vingt-tième anniversaire tourmenté du Musée d'art contemporain. Un anniversaire célébré au cours d'un brunch où aucun hommage ne fut rendu à ceux qui ont fait le Musée (les artistes des années soixante appuyés par quelques collectionneurs) ni même à ceux qui se sont succédé à la barre de cette goélette des arts, dont un bon nombre pourtant était dans l'assistance. Heureusement toutefois, l'exposition présentée à cette occasion à partir de la collection permanente du Musée, avait été intelligemment et judicieusement préparée.

Pauvre petit Mac isolé sur sa presqu'île! Il a bien du mal à s'adapter à son nouveau statut de musée d'État. Avec son premier conseil d'administration qui doit en savoir plus long aujourd'hui qu'au moment de sa nomination par le ministre Clément Richard, il a renvoyé son président jugé incompétent selon certains, compétent mais pas assez soumis au Ministre selon d'autres. Il a vu son directeur quitter les lieux avant qu'on ne le lui demande.

Il s'est retrouvé avec un projet de construction d'un nouvel édifice à la Place des arts qui a soulevé un tollé de protestations parce qu'il est déjà jugé trop petit. Il a accueilli un nouveau président en

la personne de Raymond Cyr, président de Bell Canada, qui a avoué ne rien savoir de plus que le conseil sur l'art contemporain, mais qui semble être un homme de décision. Et il nommait récemment l'abbé Marcel Brisebois pour diriger le Musée. Une nomination dont la possibilité évoquée par *La Presse*, a soulevé plus de critiques que le fait accompli. Il semble même que M. Brisebois, candidat pressenti sinon choisi avant que le Musée ne confie à une société privée le soin de recruter d'autres candidats «spécialisés» en art contemporain (à quel prix?) serait en train de se gagner les coeurs.

Le MAC n'a toujours pas de conservateur en chef, lequel devrait être nommé d'ici le mois de mars 1986.

Au Musée des beaux-arts

L'année 1985 correspondait également au 125^e anniversaire du Musée des beaux-arts de Montréal. Avec Picasso cette année, suivi de Miro, sculpteur, en 1986, et de Léonard de Vinci en 1987, le Musée indique son intention de faire dorénavant la grande part de sa programmation à des événements susceptibles d'attirer les foules. Si cette orientation peut être souhaitable pour placer le MBA sur la carte internationale, il est essentiel qu'aux grands noms soient associés de grands contenus.

Par ailleurs, comme le Musée ne peut se payer un battage publicitaire pour ses expositions moins spectaculaires, le public aura dorénavant l'impression que de telles expositions ne valent pas le déplacement. Il y a d'ailleurs une exposition en cours qui n'attire pas l'affluence qu'elle mérite, celle, magnifique, du Canadien errant du début du siècle, James Wilson Morrice.

Petit musée deviendra-t-il grand?

Le Musée a également annoncé cette année qu'il allait agrandir les lieux et que les deux ordres de gouvernement avaient accepté de verser chacun 25 millions de dollars à cette fin. Jusque là, tout va bien. On sait le rôle que l'ancien

ministre Clément Richard a joué dans cette affaire.

La sauce s'est gâtée cependant quand, peu de temps avant le lancement de la campagne électorale, on apprenait que les Entreprises Bell du Canada avaient l'intention de participer au projet d'agrandissement du Musée et d'y investir encore plus que les gouvernements, à la condition de pouvoir construire leur siège social dans le quadrilatère de choix que représentent les rues Sherbrooke, Crescent, Bishop et De Maisonneuve, quadrilatère pour lequel le Musée a obtenu des droits d'expropriation.

Depuis le temps qu'on se plaint au Québec de l'absence de participation des grandes entreprises aux activités artistiques, en voilà un enfin qui arrive avec de la grosse argent, on devrait s'en réjouir. Il faut être bien naïf pour croire que le secteur privé se lancera dans des entreprises «humanitaires» sans en tirer profit quelque part. Selon mon collègue Alain Dubuc, chroniqueur à l'économie, dans les aventures de ce genre, la principale question à se poser est la suivante: dans quelle mesure le projet profitera-t-il aux Montréalais et aux Québécois, même s'il peut servir du même coup les intérêts de l'entreprise privée.

Mais ce projet conjoint d'agrandissement du Musée avec EBC est loin de faire l'affaire de tout le monde. La campagne de protestation menée par des protecteurs du patrimoine, des architectes et des gens d'affaires du secteur visé par l'expropriation, a reçu l'appui inconditionnel de *The Gazette*. Dans un éditorial en date du 16 décembre, le journal anglophone demandait même à la nouvelle ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, de se pencher sur cette affaire avec plus de sérieux que son prédécesseur péquiste et de suspendre l'octroi prévu de \$25 millions jusqu'à ce que des audiences publiques organisées par le gouvernement aient été tenues. Le journal fait valoir qu'il n'est pas normal que des privilèges d'expropriation accordés à un musée

puissent servir les intérêts d'une société privée.

On verra en 1986 ce qu'il adviendra de cette affaire avec un nouveau gouvernement libéral dont on connaît les appuis du côté de la communauté anglophone et pas tellement le programme politique en matière culturelle.

On peut se demander également ce qu'il arrivera du directeur Alexander Gaudier dont le mandat de trois ans devrait échoir en septembre 1986. Par ailleurs, le MBA, qui n'a pas lui non plus de conservateur en chef depuis le départ de Pierre Thérberge devrait en nommer un en janvier, avons-nous appris. D'où viendra-t-il, personne ne le sait encore.

Du côté des galeries

Les galeries bien établies de la rue Sherbrooke ouest font pour la plupart partie d'une association canadienne dont les critères d'admission sont trop exigeants pour les jeunes galeries d'art contemporain. Aussi 1985 a-t-elle vu la création d'une nouvelle association, l'Association des galeries d'art contemporain qui regroupe une vingtaine de galeries de Montréal. Il faut dire ici que c'est sous l'instigation de Clément Richard que cette association a vu le jour.

C'est au ministre Richard en outre que les galeries doivent la création d'un certain nombre de programmes destinés à leur venir en aide. Programmes de soutien, d'aide à la participation à certains événements et surtout programme d'aide à la participation à de grandes foires internationales.

Toutefois, même si le gouvernement était encore prêt à aider les galeries à exporter nos artistes contemporains, ces derniers seront-ils pour autant bien accueillis à des événements de

prestige organisés par des marchands d'art et non par des gouvernements? À ma connaissance, aucune galerie montréalaise qui a demandé cette année à participer à la prochaine Foire internationale de Chicago n'a été acceptée. Et pour le moment, à la Foire de Bâle, il n'y a toujours que la galerie Graff, arrivée d'elle-même à ce résultat grâce aux contacts personnels de l'artiste Pierre Ayot. Peut-être une participation à la Foire internationale de Paris sera-t-elle plus facile, étant donné les liens de son président, Daniel Lelong, directeur de la Galerie Maeght-Lelong (qui prêtera les oeuvres de Miro au MBA) avec quelques Québécois? Ce n'est pas du tout évident.

Certaines galeries avaient également soumis un projet au Ministère en vue de l'achat d'un building, rue Saint-Laurent, qu'elles seraient une dizaine à partager. Le projet est en plan depuis le changement de gouvernement.

Les initiatives prises par le ministre Clément Richard dans ce secteur comme dans d'autres, seront-elles poursuivies par un gouvernement libéral? Que nous réserve un ministère des Affaires culturelles dirigé par Mme Bacon, également vice-premier ministre?

C'est ce que l'année 1986 révélera.

Quant au triste sort réservé aux artistes québécois contemporains par nos musées montréalais et par Ottawa, il faudra bien un jour qu'on se penche sur cette question. En 1985, un seul artiste vivant du Québec a eu droit à une grande exposition individuelle dans un musée montréalais: Pierre Granche, au Musée d'art contemporain, jusqu'au 12 janvier prochain.

